NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

104 N° 3 1982

Le développement de la pensée sociale de l'Église depuis *Rerum novarum*

René COSTE

p. 321 - 345

https://www.nrt.be/en/articles/le-developpement-de-la-pensee-sociale-de-l-eglise-depuis-rerum-novarum-941

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2026

Le développement de la pensée sociale de l'Eglise depuis « Rerum novarum » *

Evoquer une grande œuvre, en détecter et en analyser l'impact dans l'histoire, en tenter une « relecture » qui soit éclairante pour la responsabilité que nous avons à assumer, c'est là une joie intellectuelle d'une particulière intensité. Faire revivre en même temps un mouvement historique au sein duquel on se sent pleinement engagé. Etre même appelé à contribuer à son explicitation et à sa marche en avant, c'est encore accroître la joie de celui à qui cette double entreprise a été confiée.

Oui, j'ai éprouvé une joie intense à « relire » l'encyclique *Rerum novarum*, bien plus encore que lors de mes lectures antérieures : sans doute parce que je suis maintenant plus capable et de la situer dans son moment historique et d'en apprécier la fécondité pour le présent. La mission que j'avais acceptée de l'évoquer et d'esquisser le développement de la pensée sociale de l'Eglise depuis sa parution s'est révélée exaltante pour le théologien que je suis, engagé de toutes ses forces et avec passion dans cette grande entreprise ecclésiale.

Oserai-je souhaiter que vous éprouviez la même joie, non pas à m'écouter — ce serait tellement naïf et prétentieux de ma part ! —, mais à tenter, pour votre propre compte, la « relecture » de la grande encyclique, ainsi que l'effort de saisir et de pousser en avant le mouvement historique dont elle a constitué l'une des impulsions décisives ? Pasteurs, théologiens ou quelle que soit notre charge ecclésiale et humaine, nous sommes là au cœur de notre responsabilité pour transformer le monde à la lumière de l'Evangile.

---

* Cet article reprend une conférence prononcée en italien, le 29 septembre 1981, pour les évêques de la Vénétie et leurs collaborateurs.

Je suivrai exactement le plan qui m'a été proposé, avec seulement quelques légères modifications dans les titres : *I. Les débuts du catholicisme social ; II. L'encyclique « Rerum novarum » ; III. Une dynamique originale ; IV. A 90 ans de l'encyclique.*

I. — LES DÉBUTS DU CATHOLICISME SOCIAL

Le XIX[e] siècle a été celui qui a connu *la première industrialisation* à grande échelle de l'histoire de l'humanité : en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Une mutation qui a bouleversé de fond en comble, en quelques années, des habitudes séculaires et qui a finalement constitué un apport positif pour la classe ouvrière des pays industrialisés, mais qui n'y a réussi qu'à travers la souffrance, l'exploitation, la misère et, en un mot, la déshumanisation de dizaines de millions de travailleurs et de leurs familles. De 1815 à 1871, l'âge d'or du capitalisme sauvage — c'est-à-dire, du capitalisme livré à lui-même, presque sans contraintes étatiques et encore sans le contrepoids d'associations ouvrières reconnues légalement — a été en même temps un âge de détresse pour les travailleurs de l'industrie.

Le salaire était soumis à des variations presque quotidiennes. On travaillait jour et nuit dans les fabriques, grâce à l'éclairage au gaz, qui permettait cette performance autrefois impossible. Un économiste d'Oxford se plaignit amèrement de ce qu'une loi de 1833 interdît les journées de plus de onze heures et demie de travail dans les usines employant des mineurs de moins de dix-huit ans. Des fabricants du Dorset et du Somerset firent signer à quelques-uns de leurs ouvriers, pères de famille, une pétition contre une loi qui fixait à dix heures la journée de travail, sous le prétexte qu'une heure de loisir additionnelle n'aurait d'autre effet que de démoraliser leurs enfants, car, assuraient-ils, l'oisiveté est la mère de tous les vices. Des enfants de quatre à cinq ans étaient amenés par leurs parents à de véritables marchés d'esclaves et vendus aux représentants des fabriques. Le travail devait être exécuté le plus souvent dans le vacarme, les odeurs délétères, une chaleur étouffante ou bien le froid et l'humidité. Le livret individuel, qui suivait l'ouvrier dans tous ses changements d'emploi, était un symbole particulièrement infamant. Et, quand il retournait chez lui, c'était généralement pour retrouver un taudis infect, souvent d'une seule pièce, dans un quartier insalubre.

A plus d'un siècle de distance, l'évocation de *la situation de la classe laborieuse en Angleterre,* dans un livre qui porte précisément ce titre et qui date de 1845, par le jeune Frédéric Engels, alors âgé d'à peine plus de vingt-quatre ans, reste saisissante. Quelque som-

bre qu'elle soit, dans l'ensemble elle n'est nullement exagérée et elle correspond à toutes les autres informations sérieuses de l'époque. En voici, du moins, quelques lignes :

> Une autre source de l'immoralité des travailleurs, explique-t-il, c'est le fait qu'ils sont des damnés du travail. Si l'activité productive libre est le plus grand plaisir que nous connaissons, le travail forcé est la torture la plus cruelle, la plus dégradante. Rien n'est plus terrible que de devoir faire du matin au soir quelque chose qui vous répugne. Et plus un ouvrier a des sentiments humains, plus il doit détester son travail, parce qu'il sent la contrainte qu'il implique et l'inutilité que ce labeur représente pour lui-même. Pour quoi donc travaille-t-il ? Pour le plaisir de créer ? Par instinct naturel ? Nullement. Il travaille pour de l'argent, pour une chose qui n'a rien à voir avec le travail en soi, il travaille parce qu'il est forcé, et de plus, le travail dure si longtemps et il est si monotone que, pour cette simple raison déjà, son travail ne peut être pour lui, dès les premières semaines, qu'un véritable supplice, s'il a encore quelques sentiments humains. La division du travail a du reste encore multiplié les effets abêtissants du travail obligatoire. Dans la plupart des branches, l'activité de l'ouvrier est réduite à un geste étriqué, purement mécanique, qui se répète minute après minute et reste, bon an mal an, éternellement le même. Quiconque a travaillé depuis sa plus tendre jeunesse douze heures par jour et plus à fabriquer des têtes d'épingles ou à limer des roues dentées et a vécu en outre dans les conditions de vie d'un prolétaire anglais, combien de facultés et de sentiments humains a-t-il pu conserver à trente ans [1] ?

Pour désigner cette époque de la condition ouvrière, même des historiens très modérés n'hésitent pas à parler d'enfer. Quand on se le rappelle, on comprend les critiques pénétrantes de Karl Marx sur le pouvoir aliénateur de l'argent, sur la déshumanisation du travail dans l'univers capitaliste et sur le caractère fétichiste de la marchandise, et même sa virulente condamnation globale du système : « Le capital est du travail mort qui, semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant, et sa vie est d'autant plus allègre qu'il en pompe davantage [2]. » La violence de l'image peut paraître excessive. Nous verrons sans tarder que Léon XIII n'a pas eu peur non plus de recourir à de très dures appréciations.

L'Eglise dans son ensemble a mis du temps à prendre conscience de l'ampleur et de la véritable nature du mal, beaucoup n'y voyant que des accidents inévitables de parcours dont on réussirait à neutraliser suffisamment les inconvénients par des mesures d'ordre caritatif. Etait-ce égoïsme ou simple ignorance de la situation réelle des travailleurs ? Plutôt, semble-t-il, une incompréhension des problèmes nouveaux posés par la révolution industrielle. Toujours est-il qu'en bien des endroits les ouvriers se sentaient abandonnés

1. Paris, Ed. sociales, 1960, p. 165 s.
2. *Le Capital*, Paris, Ed. sociales, t. I, 1971, p. 229.

par l'Eglise : voire même exploités par elle, au moins indirectement, car il leur semblait qu'elle profitait indûment des richesses accumulées par les capitalistes à leur détriment. On comprend leurs réactions de rejet à son égard, comme en témoigne, par exemple, la célèbre *Ronde des canuts* :

> Pour chanter « Veni Creator »
> Il faut une chasuble d'or.
> Nous en tissons pour vous, gens de l'Eglise,
> Mais nous, pauvres canuts, n'avons pas de chemise.
> Nous som'les canuts,
> Nous sommes tout nus.

Entre l'année où Marx a publié *Le Manifeste communiste* — 1848 — et celle où Léon XIII a publié *Rerum novarum* — 1891 — il s'est écoulé près d'un demi-siècle !

L'Eglise aurait-elle donc été infidèle à la mission d'évangélisation et de soutien fraternel qui lui incombait alors à l'égard de la classe ouvrière naissante ? Ce serait oublier qu'une minorité clairvoyante d'évêques, de prêtres et de laïcs a su faire preuve, à l'époque, de véritables préoccupations sociales et a perçu que la condition ouvrière posait des questions radicales de justice [3].

On s'attendrait à les trouver dans les milieux ouverts à la démocratie politique : les *transigenti* en Italie, les catholiques libéraux en France et en Belgique. Il n'en est rien. Les catholiques libéraux de la fin du pontificat de Pie IX et du début de celui de Léon XIII étaient, au contraire, du nombre des adversaires les plus résolus de l'idéologie libérale. Politiquement, ils pouvaient même paraître des « réactionnaires ». C'est que nombre d'entre eux appartenaient à l'aristocratie terrienne, encore attachée aux anciens idéaux de civilisation. Ils voyaient dans l'action sociale — qu'ils concevaient, d'ailleurs, le plus souvent dans une perspective paternaliste — un moyen de lutter contre l'oligarchie bourgeoise, qu'ils détestaient doublement : à la fois parce qu'elle était anticléricale et qu'elle voulait substituer la puissance de l'argent à celle de la noblesse. Ces particularités sociologiques expliquent que les préoccupations des catholiques sociaux se soient souvent inspirées d'un idéal nostalgique de

3. On peut consulter — parmi bien d'autres — les publications suivantes : R.P. LECANUET, *Les premières années du pontificat de Léon XIII (1878-1894)*, nouv. éd., Paris, Alcan, 1931, p. 419-465 ; F. MOURRET, *Histoire générale de l'Eglise. L'Eglise contemporaine.* II[e] partie *(1878-1903)*, Paris, Bloud & Gay, 1921, p. 403-441 ; G. JARLOT, *Doctrine pontificale et histoire*, Rome, Univ. Grégor., 1964, p. 177-225 ; G. MARTINA, *La Chiesa nell'età dell'assolutismo, del liberalismo, del totalitarismo*, t. IV, *L'età del totalitarismo*, 4[e] éd., Brescia, Morcelliana, 1979, p. 20-61 (avec d'excellentes indications bibliographiques) ; *Nouvelle Histoire de l'Eglise*, édit. R. AUBERT e.a., t. V, *L'Eglise dans le monde moderne*, Paris, Seuil, 1975, p. 141-177 (excellente synthèse, que je suis de près). Comme évocation historique d'ensemble, on pourra se référer à S. TRAMONTIN, *Un secolo di storia della Chiesa da Leone XIII al concilio Vaticano II*, 2 vols, Rome, Ed. Studium, 1980.

retour vers un « Ancien Régime » idéalisé de type patriarcal et corporatif plutôt que d'une adaptation réaliste à la situation entièrement nouvelle créée par la révolution industrielle. Quelque contradictoires et complexes qu'aient été leurs motivations, ce sont, toutefois, ces hommes qui, au sein du catholicisme du XIX[e] siècle, se sont ouverts avec une réelle profondeur aux problèmes de la condition ouvrière et ont le plus contribué alors à une nouvelle et nécessaire prise de conscience de l'Eglise.

Le lien entre une opposition farouche à l'idéologie libérale et de très réelles préoccupations sociales était apparu très tôt dans *La Civiltà Cattolica*. Le Père Taparelli d'Azeglio y affirmait, dès 1852, que les corporations étaient de droit naturel et que la Révolution française avait violé les fondements mêmes de la moralité en les supprimant. Dans l'encyclique *Quanta cura*, Pie IX avait dénoncé le caractère païen du libéralisme économique, qui exclut la morale des relations entre le capital et le travail : ce qui montre qu'au lieu de se contenter d'appréciations sommaires au sujet de cette encyclique, il faudrait la relire de plus près. La papauté du XIX[e] siècle a pu voir juste dans sa dénonciation de certains aspects de l'idéologie libérale.

Les idées que je viens de résumer inspirèrent plusieurs des premiers animateurs du « mouvement catholique italien » (le *Movimento cattolico*) : d'ailleurs, dans un pays qui ne faisait alors qu'ébaucher son industrialisation, surtout préoccupés de la situation lamentable des masses paysannes. L'aile marchante du catholicisme italien avait opté non pas pour une tentative de rapprochement avec la nouvelle société, promotrice de la démocratie politique et de l'industrialisation, dans la ligne du libéralisme catholique, mais pour une lutte organisée sur les principes du *Syllabus*, dont les anathèmes contre l'idéologie libérale avaient galvanisé l'ardeur des *intransigenti*. L'*Opera dei Congressi e dei comitati cattolici* avait été lancée en 1875. Sous son égide, à partir du Congrès de Bergame de 1877, se constitua tout un réseau d'œuvres à caractère économique et social en vue de venir en aide aux besoins des classes populaires : au moins dans le nord du pays, où les effets de la propagande socialiste commençaient à se faire sentir.

Ce fut également au sein de l'*Opera dei Congressi* que commença de s'élaborer une « sociologie », comme on disait alors, où l'accent était mis sur les exigences de la morale et de la religion par rapport aux intérêts matériels et qui eut le professeur Toniolo comme principal promoteur. Malheureusement, le catholicisme social italien n'eut pas l'impact que lui aurait mérité l'ardeur de tant de ses animateurs. A la fois parce qu'il ne fit pas preuve d'une suffisante

originalité et qu'il mit trop de temps à comprendre qu'une démocratie politique était la condition nécessaire pour réaliser des réformes sociales efficaces.

Le catholicisme social en France souffrit des mêmes pesanteurs idéologiques. Ce fut le cas notamment de l'*Œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers,* fondée en 1871 par Albert de Mun. Son hostilité à l'esprit révolutionnaire de 1789 et ses nostalgies d'Ancien Régime la firent apparaître comme une entreprise réactionnaire, alors que son ouverture sociale l'emportait nettement sur celle de la plupart des *leaders* républicains de l'époque. Les *Cercles catholiques* assurèrent une large publicité aux réalisations concrètes de Léon Harmel, qui apparaissait alors comme le modèle du patron chrétien. D'un autre côté, sous l'influence de ce qu'on appelait l'Ecole Belge, vu la célébrité de son principal représentant, Charles Périn, brillant professeur d'économie politique de l'Université de Louvain, dont le livre *De la richesse dans les sociétés chrétiennes* (1861) avait été traduit dans la plupart des langues européennes, avait été créée en France la *Revue catholique des institutions et du droit,* organe de l'Association des juristes catholiques. Ses idées étaient mises en pratique par un certain nombre d'industriels de la région du Nord, groupés dans une association très dynamique. Ils se caractérisaient et par leur paternalisme et par leur méfiance à l'égard des interventions de l'Etat.

C'est en Allemagne que le catholicisme social fut le plus audacieux : ses promoteurs eurent le mérite de comprendre assez vite que le problème ouvrier exigeait des réformes de structures bien au-delà d'une simple organisation de secours. Le plus dynamique d'entre eux — et en même temps le théoricien du mouvement — fut incontestablement l'évêque de Mayence, Mgr Ketteler. C'est lui qui fut le premier à élaborer cette doctrine qu'on pourrait appeler de l'« organicisme social à base corporative » qui devait constituer, pendant plus d'un demi-siècle, l'axe théorique du catholicisme social : avec, comme caractéristiques, à la fois l'image idéalisée des corporations médiévales et une opposition catégorique à l'idéologie libérale, souvent plus forte que la méfiance à l'égard du socialisme. L'Ecole autrichienne — avec notamment le baron K. von Vogelsang et le prince Charles von Loewenstein — se situait exactement dans cette perspective.

Ces pionniers dont je viens de parler avaient un souci impressionnant de contacts et entre eux et avec le pape. C'est ainsi que se fonda l'*Union catholique d'études sociales,* qui se réunit chaque année à Fribourg en Suisse, à partir de 1884, sous la présidence de

Mgr Mermillod : dans le but d'adapter à l'époque la doctrine corporatiste de la société. Les rapports de ses réunions étaient transmis régulièrement à Léon XIII. De son côté, Léon Harmel conduisait à Rome, dès 1885, les pèlerinages de la « France du travail » : en vue de rapprocher les masses ouvrières du pape et de mettre ce dernier directement en contact avec elles. Albert de Mun les présentait ainsi à Léon XIII : « Sous la bannière de l'*Association catholique*, nous sommes les premiers représentants de ces corporations ouvrières, renaissantes à l'appel de Votre Sainteté, pour protéger, selon Son Auguste Parole, sous la tutelle de la religion, les intérêts du travail et les coutumes des travailleurs. »

Ce langage est ampoulé. C'était celui de l'époque. Nous ne parlons plus ainsi. Et l'utopie corporative ne correspondait pas aux besoins réels de la société industrielle naissante. Gardons-nous de sourire de ces tentatives maladroites. Grâce à elles, un mouvement généreux était né qui commençait à éveiller les consciences chrétiennes — et surtout le pape lui-même — à la « Question sociale ». Le grand mérite de Léon XIII a été de l'accueillir avec une profonde sympathie, d'écouter attentivement toutes les tendances sans se laisser enfermer dans aucune école, de faire travailler divers experts à l'encyclique qu'il préparait (le P. Liberatore, le cardinal Zigliara, le cardinal Mazella, Mgr Volpini, Mgr Boccali) : pour, ensuite, avec sa haute autorité, opérer un discernement critique et formuler des propositions d'avenir. Rarement un document d'Eglise a été le fruit d'une convergence aussi poussée de la pensée et de l'action de tant de laïcs et de tant d'experts. Et pourtant, bien qu'il n'ait apparemment rien écrit de sa main, Léon XIII a partout imposé sa propre pensée. Comme l'a remarqué un historien, il a marqué de sa griffe l'ensemble du texte. En lui, le magistère de l'Eglise conservait sa liberté et jouait pleinement son rôle propre : et cela, d'autant plus qu'il s'insérait dans un mouvement historique où avaient *conflué les chrétiens les plus généreux et les plus lucides.*

II. — L'ENCYCLIQUE « RERUM NOVARUM »

Ouvrons donc l'encyclique. Pour rafraîchir notre mémoire, car je suppose que nous l'avons tous lue et méditée depuis longtemps. Mais aussi dans un autre but : celui de la « relecture » ayant pour préoccupation essentielle de mieux assumer nos responsabilités propres. Donc non pas le questionnement désintéressé de l'historien, mais l'interrogation en vue d'un engagement. Toutefois, dans un respect profond du texte que nous avons sous les yeux.

L'encyclique est donc consacrée à *La Condition ouvrière* (*De conditione opificum*) dans la société industrielle de type capitaliste.

C'était alors — je le rappelle — la première société industrielle de l'histoire : le capitalisme sauvage du XIX^e siècle. Malgré une existence de plusieurs décennies dans certains pays, elle n'était même alors qu'embryonnaire, car une large partie de la population (notamment les masses rurales) lui était encore pratiquement étrangère et, par ailleurs, les mentalités évoluent généralement moins vite que la matérialité des faits économiques.

La *première page* expose remarquablement la problématique qui sera celle de l'encyclique. C'est un problème nouveau qu'elle veut envisager : RERUM NOVARUM. Les deux premiers mots, choisis avec le plus grand soin, retentissent comme un coup de clairon. C'est un problème qui se pose avec acuité : « il n'est pas de cause, écrit Léon XIII, qui saisisse en ce moment l'esprit humain avec autant de véhémence ». Il est décrit en termes incisifs : « ces progrès incessants de l'industrie, ces routes nouvelles que les arts se sont ouvertes, l'altération des rapports entre les ouvriers et les patrons, l'affluence de la richesse entre les mains du petit nombre, à côté de l'indigence de la multitude, l'opinion enfin plus grande que les ouvriers ont conçue d'eux-mêmes, et leur union plus compacte, tout cela, sans parler de la corruption des mœurs, a eu pour résultat un redoutable conflit. » Le lecteur est averti d'entrée de jeu : le problème de la condition ouvrière sera étudié dans toute son ampleur et avec la plus grande franchise. L'intention du pape est, d'abord, de pratiquer à son égard un discernement critique, comme il l'a fait pour les autres grands problèmes de société qu'il a déjà abordés (*la souveraineté politique, la liberté humaine, etc.*) : « *afin de réfuter*, selon qu'il Nous semblait opportun, les opinions erronées et fallacieuses ». Elle est aussi d'ordre prospectif : la promotion de « principes d'une solution conforme à la justice et à l'équité ». Mieux encore : Léon XIII entend réclamer des mesures concrètes et rapides. Ecoutez-le : « Nous sommes persuadé, et tout le monde en convient, qu'il faut, par des mesures promptes et efficaces, venir en aide aux hommes des classes inférieures, attendu qu'ils sont pour la plupart dans une situation d'infortune et de misère imméritée. »

Vous l'aurez remarqué : il ne mâche pas ses mots pour décrire *la dureté de la condition ouvrière* dans la société industrielle capitaliste de son temps : puisqu'à ses yeux il s'agit d'« une situation d'infortune et de misère imméritée ». Veuillez écouter la mise en cause qui suit immédiatement :

> les travailleurs isolés et sans défense se sont vus avec le temps livrés à la merci de maîtres inhumains et à la cupidité d'une concurrence effrénée. Une usure dévorante est venue ajouter encore au mal. Condamnée à plusieurs reprises par le jugement de l'Eglise, elle n'a cessé d'être pratiquée, sous une autre forme, par des hommes avides de gain, d'une insatiable cupidité. A tout cela, il faut ajouter le monopole du travail et des effets

de commerce devenus le partage d'un petit nombre de riches et d'opulents, qui imposent un joug presque servile à l'infinie multitude des prolétaires.

Egalement cette autre mise en cause, tout aussi vigoureuse, qu'on peut lire plus loin :

Pour ce qui est des intérêts physiques et corporels, l'autorité publique doit, tout d'abord, les sauvegarder en arrachant les malheureux ouvriers des mains de ces spéculateurs qui, ne faisant point de différence entre un homme et une machine, abusent sans mesure de leurs personnes pour satisfaire d'insatiables cupidités. Exiger une somme de travail qui, en émoussant toutes les facultés de l'âme, écrase le corps et en consume les forces jusqu'à l'épuisement, c'est une conduite que ne peuvent tolérer ni la justice ni l'humanité... Ainsi le nombre d'heures d'une journée de travail ne doit-il pas excéder la mesure des forces des travailleurs... L'ouvrier qui arrache à la terre ce qu'elle a de plus caché, la pierre, le fer et l'airain, a un labeur dont la brièveté devra compenser la peine et la gravité...

Quand on dit que l'Eglise n'a pas eu le courage de condamner l'exploitation des travailleurs par la société capitaliste, c'est qu'on ignore ses prises de position ou bien qu'on est de mauvaise foi.

Va-t-elle alors se tourner vers le *socialisme ?* Telle n'était pas — c'est évident — l'intention de Léon XIII. Est-ce, d'ailleurs, à l'Eglise de préconiser un système économique ? Avec raison, en pleine conscience de la mission, elle s'y est toujours refusée, même s'il lui incombe, à la lumière de l'Evangile, d'opérer un discernement critique et de formuler des propositions constructives à l'égard de tout système de société. C'est exactement ce que Léon XIII a voulu faire à l'égard du socialisme de son temps. Ce qui est seulement regrettable, c'est que ses exports en eussent une connaissance sommaire, voire caricaturale. Il semble bien qu'ils n'avaient guère lu les fondateurs du marxisme ni les théoriciens de la social-démocratie allemande, et sans doute pas davantage les écrits majeurs des autres courants socialistes. La conséquence, c'est que l'encyclique ne pouvait affronter directement ni les éléments essentiels de leurs doctrines ni les problèmes posés par l'existence des grandes entreprises commerciales et industrielles. Acceptons cette carence, riche de leçons en elle-même : c'est-à-dire, l'exigence que les prises de position de l'Eglise concernant la vie en société s'appuient sur les analyses les plus complètes et les plus solides possibles, fournies par les meilleurs experts disponibles, et que ceux-ci soient à la hauteur de leur tâche. L'enseignement de l'encyclique concernant le socialisme est, toutefois, à retenir au moins sur deux points importants. D'abord, sa très heureuse insistance sur la légitime aspiration du travailleur industriel à devenir propriétaire d'un logement décent et à transmettre un véritable patrimoine à ses enfants, ainsi que sur celle du travailleur **agricole à devenir propriétaire d'une exploitation familiale écono-**

miquement viable. Tel est exactement le type de propriété privée que Léon XIII entendait défendre vigoureusement, et non pas directement la grande propriété capitaliste. En second lieu, quand on pense aux résultats concrets du « socialisme réel » dans les sociétés de type marxiste-léniniste, comment ne serait-on pas impressionné par la description suivante d'un système socialiste ? « En dehors de l'injustice de leur système, explique Léon XIII, on n'en voit que trop toutes les funestes conséquences : la perturbation dans tous les rangs de la société, une odieuse et insupportable servitude de tous les citoyens, la porte ouverte à toutes les jalousies, à tous les mécontentements, à toutes les discordes ; le talent et l'habileté privés de leurs stimulants, et, comme conséquence nécessaire, les richesses taries dans leur source ; enfin, à la place de cette égalité, tant rêvée, l'égalité dans le dénuement, dans l'indigence et la misère. » L'histoire douloureuse de certains pays ne démontre que trop la justesse du pressentiment. Gardons-nous, toutefois, d'oublier qu'il y a d'autres types de socialisme et qu'il constitue, de nos jours, un courant historique complexe qu'il faut apprécier à frais nouveaux.

Il ne m'est pas possible, dans une conférence comme celle-ci, d'envisager tous les points traités par l'encyclique. Une simple énumération serait dépourvue d'intérêt. Je voudrais seulement, en plus de ce que je viens de dire, mettre fortement l'accent, quoique brièvement, sur deux requêtes essentielles et dont la formulation, dans le contexte de l'époque, exigeait à la fois un grand courage et une remarquable lucidité : le droit des travailleurs de s'associer librement et le devoir de l'Etat d'agir en leur faveur.

La prise de position sur *le droit d'association des travailleurs* est sans équivoques, même si, dans la ligne du catholicisme social d'alors, elle est formulée dans le sens d'une certaine préférence pour l'utopie corporative (donc, pour le regroupement de tous les agents d'un même type d'activité : patrons, cadres et travailleurs). Le passage clef est le suivant :

> Nos ancêtres éprouvèrent longtemps la bienfaisante influence de ces corporations ; car, tandis que les artisans y trouvaient d'inappréciables avantages, les arts, ainsi qu'une foule de monuments le proclament, y puisaient un nouveau lustre et une nouvelle vie. Aujourd'hui, les générations étant plus cultivées, les mœurs plus policées, les exigences de la vie quotidienne plus nombreuses, il n'est point douteux qu'il ne faille adapter les corporations à la condition nouvelle. *Aussi est-ce avec plaisir que Nous voyons se former partout des Sociétés de ce genre, soit composées des seuls ouvriers, ou mixtes, réunissant à la fois des ouvriers et des patrons* ; il est à désirer qu'elles accroissent leur nombre et l'efficacité de leur action.

On le voit donc : Léon XIII plaide chaleureusement en faveur du droit d'association des travailleurs ; et, s'il garde une certaine

préférence personnelle pour l'utopie corporative que les catholiques sociaux de l'époque recommandaient avec insistance, il évite de s'y lier, puisqu'*il admet explicitement des associations « composées des seuls ouvriers »* : donc, le principe de syndicats de travailleurs. Peut-être ne se rendait-il pas pleinement compte que c'était là la formule de l'avenir ! Toujours est-il qu'il n'a pas craint de l'envisager volontiers et qu'il a ainsi fait preuve de plus d'ouverture que l'ensemble des catholiques sociaux de son temps.

De même, alors que certains étaient très réticents à propos du rôle de *l'Etat* dans la vie économique et sociale, il n'a pas craint de lui en assigner un décisif et contre l'exploitation dont les travailleurs sont victimes et, d'une façon générale, pour leur promotion collective. Ecoutez, par exemple, ces requêtes :

> l'Etat peut se rendre utile aux autres classes, de même il peut grandement améliorer le sort de la classe ouvrière ; et cela dans toute la rigueur de son droit et sans avoir à redouter le reproche d'ingérence ; car, en vertu de son office, l'Etat doit servir l'intérêt commun... Les pauvres, au même titre que les riches, sont, de par le droit naturel, des citoyens... Il devient évident que l'autorité publique doit aussi prendre les mesures voulues pour sauvegarder le salut et les intérêts de la classe ouvrière. Si elle y manque, elle viole la stricte justice, qui veut qu'à chacun soit rendu ce qui lui est dû. (Et un peu plus loin :) que jamais une classe ne puisse opprimer l'autre impunément !... L'Etat... doit se préoccuper d'une manière spéciale des faibles et des indigents. La classe riche se fait comme un rempart de ses richesses et a moins besoin de la tutelle publique. La classe indigente, au contraire, sans richesse pour la mettre à couvert des injustices, compte surtout sur la protection de l'Etat. Que l'Etat se fasse donc, à un titre tout particulier, la providence des travailleurs qui appartiennent à la classe pauvre en général.

Chrétiens de notre temps, légitimement préoccupés de la promotion des classes populaires et des peuples pauvres du monde, nous pouvons être fiers de ces fortes paroles de cet homme qui, il y a 90 ans, était enfermé dans son palais, mais savait rester admirablement ouvert aux grands problèmes de son époque.

De toutes les appréciations qui ont salué l'encyclique au moment de sa parution, je n'en retiendrai qu'une seule. A mes yeux, la plus significative de toutes celles que je connais, venant du *Vorwaerts*, le principal organe de presse de la social-démocratie allemande : « En vertu de ses fonctions et dans la plénitude de son pouvoir, y lisons-nous, le pape a pris les devants sur les princes et les gouvernements des Etats civilisés, et il a résolu la question sociale. Oui, il a résolu la question sociale, autant qu'il est donné aux pouvoirs actuels de la résoudre. » Peut-on imaginer un plus bel hommage que celui-là et un signe plus éclatant de l'espérance suscitée par *Rerum novarum* en dehors de l'Eglise !

Hélas ! si les catholiques sociaux ont accueilli l'encyclique avec joie et reconnaissance et s'ils se sont efforcés de la mettre en pratique, combien d'autres catholiques l'ont alors ignorée et même rejetée ! Que de calomnies ont été répandues sur Léon XIII, dont l'audace dans le domaine politique et social paraissait scandaleuse à tant de conservateurs ! Tout en étant convaincu que l'encyclique *Rerum novarum* a puissamment contribué à une dynamique originale, que je vais m'efforcer d'esquisser, je me sens obligé par les faits de partager l'amertume de l'appréciation suivante du P. G. Martina : « On est contraint de reconnaître que, si les catholiques ne sont pas demeurés étrangers à la naissance d'un nouvel ordre social fondé sur une meilleure compréhension de la dignité de la personne humaine, ils se sont mis en mouvement avec du retard et, par suite d'un complexe d'inhibitions, ils n'ont pas su tirer de leur foi la charge en même temps pacifique et révolutionnaire que le marxisme a dérivée de sa conscience de représenter les intérêts des prolétaires opprimés et de sa solidarité de classe. C'est le socialisme, et non pas le christianisme, qui a été la force décisive pour la conquête d'une meilleure justice. C'est pour cela que le progrès économico-social a signifié un éloignement ultérieur entre l'Eglise catholique et le monde moderne [4]. » Quel dommage pour elle et pour lui !

III. — UNE DYNAMIQUE ORIGINALE

Je viens de le dire : l'encyclique *Rerum novarum* — elle-même point d'aboutissement de l'effort et de la générosité d'une minorité de catholiques — a été à l'origine d'une dynamique originale. Je veux parler du mouvement historique que constitue la pensée sociale de l'Eglise depuis sa publication : en englobant et son élaboration à travers les recherches tâtonnantes de tous les chrétiens (industriels, cadres, syndicalistes, experts, théologiens) qui s'y sont reconnus et sa formulation officielle dans les documents du magistère ecclésial et leur impact ultérieur dans les consciences et dans les faits.

En un très bref laps de temps, il ne m'est pas possible d'évoquer avec si peu de précision que ce soit l'évolution complexe de la pratique inspirée par la pensée sociale de l'Eglise. Ce que je voudrais tenter dans ce paragraphe, ce serait de situer à grands traits, dans le contexte historique qui les a vus naître et les a provoqués, les textes majeurs où elle a été formulée. Même pour des spécialistes, il est nécessaire de prendre de temps à autre du recul afin de situer dans un plus vaste ensemble le domaine précis de leur recherche.

4. *Op. cit.*, p. 50 s.

Sinon, ils risquent de se comporter comme les habitants des planètes du *Petit Prince,* engoncés dans leur univers exigu et croyant qu'il n'y avait rien d'autre au monde. Souvent, l'arbre cache la forêt. Au risque de se tromper, il est capital de s'efforcer de percevoir les grands mouvements de l'histoire. Traités de la sorte, les textes majeurs de la pensée sociale de l'Eglise révéleront l'existence et la permanence toujours vivante d'une dynamique originale [5] : trop peu connue et trop peu appréciée par les catholiques eux-mêmes. Quand, du moins, ils ne la dénigrent pas !

Guère plus de dix ans après la mort de Léon XIII, éclatait la première guerre mondiale. Peut-être pas réellement voulue par ceux qui l'ont déclenchée, mais qui y ont été poussés par une série de malentendus tragiques et entraînés par l'exaltation patriotique et guerrière de masses survoltées. Quoi de plus délirant que l'enthousiasme de ces trains de soldats qui partaient pour le front en août 1914 ! Les possibilités d'illusion de l'inconscience collective donnent le vertige. Pendant plus de quatre ans, l'Europe se déchira elle-même. Si les combats se déroulèrent surtout sur son sol (un peu aussi au Proche-Orient), les résultats de cette atroce guerre civile européenne furent fantastiques, bien au-delà de ce que les belligérants avaient pu envisager au départ et bien différemment. Le pouvoir avait échappé aux anciens maîtres du monde. Une nouvelle configuration politico-économique allait progressivement se constituer qui entraînerait les plus redoutables soubresauts. Les Etats-Unis devenaient pour longtemps la première puissance économique mondiale. Le premier Etat communiste de l'histoire, de type marxiste-léniniste, se fondait à Moscou et marquait très vite, bien avant Staline, l'avènement du totalitarisme. Le déclin de l'Europe ne tardait pas à se manifester, même si elle devait conserver encore quelque temps l'illusion de la puissance militaire et le prestige de ses immenses empires coloniaux. Puis, venait la première crise économique mondiale du système capitaliste (1929), qui prenait les dirigeants de la politique et de l'économie au dépourvu. Peu après, l'avènement du totalitarisme de type fasciste allait culminer dans le nazisme hitlérien.

C'était à Pie XI qu'il incombait de se montrer le digne héritier

5. Je me permets, pour ce paragraphe, de renvoyer à mon livre *Eglise et vie économique,* Paris, Ed. Ouvrières, 1971 ; trad. ital. *Chiesa e vita economica,* Assisi, Cittadella Ed., 1972. Voir également deux autres de mes ouvrages : *Morale internationale,* Paris-Tournai, Desclée, 1965 ; *Les communautés politiques,* Paris-Tournai, Desclée, 1967. Ainsi que mes ouvrages consacrés au marxisme : *Les chrétiens et la lutte des classes,* Paris, Ed. S.O.S., 1975 ; trad. ital. *I cristiani e la lotta di classe,* Roma, Città Nuova, 1981 ; *Analyse marxiste et foi chrétienne,* 2e éd., Paris, Ed. Ouvrières, 1978 ; trad. ital. *Analisi marxista e fede cristiana,* Roma, Città Nuova, 1978 ; *Le devenir de l'homme.* Projet marxiste, Projet chrétien, Paris, Ed. Ouvrières, 1979 ; trad. ital. *Il devenire dell'uomo,* Roma, Città Nuova, 1981.

de Léon XIII. Un homme de sa trempe ne pouvait pas s'y dérober. Il se voulut même avec éclat un tel héritier, puisqu'il choisit délibérément le quarantième anniversaire de *Rerum novarum* comme date de parution de sa grande encyclique sociale du 15 mai 1931 : *Quadragesimo anno*. Il mettait ses pas dans ceux de son grand prédécesseur. Son apport le plus neuf me paraît résider dans la suggestion que je vais citer en faveur de la promotion de la participation des travailleurs à la responsabilité de l'entreprise : « Nous estimons, expliquait-il, ... plus approprié aux conditions présentes de la vie sociale de tempérer quelque peu, dans la mesure du possible, le contrat de travail par des éléments empruntés au contrat de société. C'est ce que l'on a déjà commencé à faire sous des formes variées, non sans profit sensible pour les travailleurs et pour les possesseurs du capital. Ainsi les ouvriers et employés ont été appelés à participer en quelque manière à la propriété de l'entreprise, à sa gestion ou aux profits qu'elle apporte. » Quelque timide que fût sa formulation, cette suggestion n'était-elle pas en réalité révolutionnaire ? Les conservateurs de l'époque ne s'y sont pas trompés et ils n'ont pas manqué de l'accuser d'irréalisme ou de démagogie. Prise au sérieux, ne conduirait-elle pas à des réformes radicales de structures ?

Les deux encycliques sur le nazisme, *Mit brennender Sorge*, et sur le communisme, *Divini Redemptoris*, éclatèrent comme deux coups de tonnerre en mars 1937. La première était une condamnation sans appel de la sinistre farce que constituait le nazisme hitlérien et la seconde, du communisme stalinien. On mesure difficilement à présent la lucidité et le courage qu'il fallait à l'époque pour une telle dénonciation, car la propagande de Moscou comme celle de Berlin — avec leurs relais intéressés — avaient un art consommé pour travestir la réalité et endormir les consciences. Bien des hommes généreux s'y sont laissé prendre de part et d'autre.

L'été 1939 : Hitler, qui rêvait de devenir le maître absolu de l'Europe, déclenche la seconde guerre mondiale. Après des années de combats gigantesques et les atrocités des camps de concentration, ainsi que, au début, des triomphes inouïs, son empire allait s'écrouler dans le feu et dans le sang. L'humanité entière était secouée par un séisme fantastique. Pour un certain temps du moins, l'Europe allait cesser de jouer les premiers rôles sur la scène internationale. A sa place, s'instaurait un système bipolaire et conflictuel de domination politico-économique du monde, constitué par les deux super-puissances : les Etats-Unis et l'Union soviétique. Celle-ci pratique un impérialisme politique éhonté, sous couleur de libération des peuples, et bénéficie de l'appui inconditionnel de partis communistes dans

un certain nombre de pays. La Chine tout entière passe sous l'emprise de Mao Tsé-toung. Quant aux Etats-Unis, tandis qu'ils pratiquent une politique de *containment* par rapport au communisme et qu'avec le plan Marshall ils facilitent grandement la reconstruction de l'Europe occidentale, leurs entreprises multinationales partent à la conquête économique du monde.

Pie XII avait succédé à Pie XI. Outrageusement calomnié après sa mort et pas toujours compris de son vivant pour son attitude pendant la guerre, il a fait preuve de courage et de lucidité par rapport aux idéologies et aux empires totalitaires. Son encyclique *Summi Pontificatus* (du 20 octobre 1939) et ses messages de Noël méritent tout particulièrement de retenir encore l'attention. Je mentionnerai seulement un point capital de son message du 1er juin 1941 : le principe — hérité de saint Thomas d'Aquin, quoique plus ancien que lui, et repris par François de Vitoria — de la *destination universelle originaire des biens terrestres et donc de leur disponibilité nécessaire pour tout être humain, en fonction de ses besoins légitimes*. Ce qui entraîne la conséquence que toutes les autres normes de l'éthique économique et sociale lui sont subordonnées, y compris, de toute évidence, le droit de propriété privée.

> Tout homme, affirmait Pie XII, en tant qu'être vivant doué de raison, tient en fait de la nature le droit fondamental d'user des biens matériels de la terre, quoiqu'il soit laissé à la volonté humaine et aux formes juridiques des peuples de régler plus en détail l'actuation pratique de ce droit. Un tel droit individuel ne saurait en aucune manière être supprimé, pas même par d'autres droits certains et reconnus sur des biens matériels. Sans doute, l'ordre naturel venant de Dieu requiert aussi la propriété privée et la liberté du commerce réciproque des biens par échanges et donations, comme en outre la fonction régulatrice du pouvoir public sur l'une et l'autre de ces institutions. Tout cela, néanmoins, reste subordonné à la fin naturelle des biens matériels, et ne saurait se faire indépendamment *du droit premier et fondamental qui en concède l'usage à tous,* mais plutôt doit servir à en rendre possible l'actuation, en conformité avec cette fin.

Voici maintenant le début des années 60. Krouchtchev — qui ne tardera pas, d'ailleurs, à être renversé dans une révolution de palais — est alors au zénith de son pouvoir. La détente Est-Ouest est à l'ordre du jour, faisant naître des espoirs exaltants de coopération internationale et de paix — hélas ! passablement naïfs, car les idéologies restaient tenaces et tant de proclamations magnifiques étaient mensongères. Le front communiste s'était rompu, contre toute attente, Pékin ayant revendiqué son indépendance et se posant désormais en rivale de Moscou et chacune des deux capitales s'efforçant de se constituer sa propre clientèle idéologique. La décolonisation s'opérait par vagues successives. De nombreux pays du tiers-monde connaissaient en même temps l'ivresse exaltante de

leur jeune indépendance politique et les redoutables problèmes de la prise en charge de leur développement économique.

C'est le cardinal Roncalli qui avait été choisi comme successeur de Pie XII : un homme déjà âgé, qu'on croyait plutôt conservateur. Beaucoup estimaient qu'il serait seulement un pape de transition. A la stupéfaction générale, Jean XXIII allait bientôt jouir d'une exceptionnelle popularité et déclencher, à travers le Concile, un ébranlement en profondeur au sein de l'Eglise catholique. Bien plus qu'un simple *aggiornamento,* Vatican II allait ouvrir pour celle-ci une ère nouvelle. Sa dynamique propre allait bientôt interférer avec une très grave crise de la société occidentale et des autres types de société de l'humanité entière. Une histoire à la fois douloureuse et riche d'espérance s'ouvrait ainsi, dans laquelle nous sommes encore plongés.

L'encyclique *Mater et Magistra,* du 15 mai 1961, marquait le 70e anniversaire de *Rerum novarum.* La nouveauté de sa problématique et la modernité de son langage frappaient immédiatement les lecteurs. « L'Eglise, y disait Jean XXIII, affronte aujourd'hui une tâche immense : donner un accent humain et chrétien à la civilisation moderne. » L'un des grands mérites du pape Jean a été de témoigner par son exemple, encore plus que par sa parole, que cette humanisation à la lumière de l'Evangile doit passer par l'humble et réaliste service de nos frères.

L'encyclique *Pacem in terris,* du 11 avril 1963, devint immédiatement la plus populaire des encycliques. Son impact dans le monde entier fut prodigieux. Le passage qui retint le plus l'attention des spécialistes est constitué par l'ensemble des numéros 157-160. Le marxisme n'était pas nommé dans les célèbres directives qui y étaient proposées concernant la distinction entre l'erreur et ceux qui la commettent, ainsi qu'entre les fausses théories philosophiques et les mouvements historiques qui les assument (directives qui avaient ainsi une portée universelle), mais il n'est pas douteux que, dans le contexte historique précis, c'était lui qui était visé avant tout. Jean XXIII ne demandait pas seulement de distinguer entre les doctrines et les hommes, mais aussi d'être très attentif à l'évolution des mouvements historiques, d'en accepter les éléments de vérité, d'être disponible au dialogue avec eux et même à la collaboration sur des points précis moralement acceptables. C'était incontestablement un tournant radical, qui s'explique, pour une part, par le fait qu'on était alors entré dans l'ère de la déstalinisation, mais aussi pour des raisons plus profondes : une meilleure connaissance de la complexité du « phénomène marxiste » et une plus grande ouverture de l'Eglise aux problèmes réels du monde, qui allait se manifester avec éclat pendant le concile qui venait de commencer.

Je serai encore plus bref sur les grands documents d'Eglise de la première période post-conciliaire, parce qu'ils sont plus proches dans le temps :

La constitution conciliaire *Gaudium et spes* en marque l'ouverture. C'est pour cela que je la nomme avec eux. Ses directives pratiques reprennent les orientations essentielles des deux grandes encycliques de Jean XXIII. Sa partie la plus originale est la première, *L'Eglise et la vocation humaine*, qui constitue la théorie de la nouvelle attitude de l'Eglise par rapport au monde : une attitude d'accueil et de dialogue poussée jusqu'à l'extrême limite du possible, mais aussi de discernement critique et de prospective à la lumière de la foi en Jésus-Christ.

L'encyclique *Populorum progressio*, du 26 mars 1967, de Paul VI, préconise le développement intégral de l'homme et le développement solidaire de l'humanité. Elle a été saluée par l'éminent économiste français François Perroux comme « l'un des plus grands textes de l'histoire de l'humanité ».

De la remarquable lettre *Octogesima adveniens* de Paul VI, pour le 80e anniversaire de *Rerum novarum*, je voudrais ici surtout vous inviter à relire ses remarquables directives pour le discernement critique des idéologies à la lumière de la raison et de la foi. Personnellement, j'apprécie le rude langage de F. Perroux : « Il appartient à tous ceux qui restent des hommes libres — si peu que ce soit et où que ce soit — de déshonorer les idéologies et de crever les écrans dont se masquent les intérêts de puissance [6]. »

Quant au percutant document du Synode des évêques 1971, *La justice dans le monde*, il n'a, hélas ! pas encore eu le retentissement qu'il méritait. N'en oublions jamais l'axiome suivant : « Le combat pour la justice et la participation à la transformation du monde nous apparaissent pleinement comme une dimension constitutive de la prédication de l'Evangile qui est la mission de l'Eglise pour la rédemption de l'humanité et sa libération de toute situation oppressive. »

Je le demande : sont-ce là des positions « centristes », comme on le dit volontiers du côté marxiste par rapport à la pensée sociale de l'Eglise ? Oui, elle constitue une dynamique originale et vivante. J'irai même plus loin. Cette Eglise qui est la nôtre connaît, certes, bien des déficiences, et, d'abord en chacun de nous. Je n'hésite pourtant pas à faire mienne l'invitation suivante du P. B. Lambert, O.P. :

> Voyons... l'Eglise en son ensemble : quelque chose d'admirable se dégage un peu plus en elle chaque jour à la face du monde, l'Eglise

6. Le Pain et la Parole, Paris, Cerf, 1962, p. 48.

comme mouvement : mouvement pour la justice, pour les pauvres, pour la libération, pour la défense des persécutés, pour la promotion des droits de l'homme, et cette Eglise-mouvement multiple est déjà, comme mouvement, un langage, car elle devient alors parabole vivante des Béatitudes, les paraboles évangéliques étant en réalité les Béatitudes en situation. Si la théologie est le langage scientifique de l'Eglise, l'Eglise concrète, incarnée, est une parabole de l'Evangile et c'est là son langage le plus étendu qui comprend tous les autres [7].

IV. — A 90 ANS DE L'ENCYCLIQUE

Je n'aurai garde d'oublier les critiques formulées de divers côtés à l'adresse de la pensée sociale de l'Eglise : celle d'être « centriste » (je l'ai déjà dit), celle d'être « doctrinaire », figée, celle encore de préconiser un « système », celle d'être formulée par des hommes (papes et évêques) qui s'arrogent une compétence économique particulière, etc.

Où donc a-t-on vu que l'Eglise voulait édifier un nouveau « système social et économique qui serait une troisième voie entre le capitalisme et le marxisme » (c'est l'expression d'un critique) ? Certes, elle les met l'un et l'autre en cause. N'a-t-elle pas raison de le faire ? Certes aussi, elle propose des orientations pour la réforme de la vie en société. Mais va-t-elle jusqu'à préconiser un « système » ? Le pape et les évêques ont-ils jamais réclamé une compétence sociale et économique particulière ? N'ont-ils pas le droit de parler de la vie en société au nom de leur responsabilité pastorale, comme d'autres le font d'autres points de vue, qui ne sont ni des économistes ni des spécialistes de science politique ? Par ailleurs, l'Eglise, pendant ces dernières années, a-t-elle jamais préconisé une doctrine sociale uniforme pour le monde entier ? Oublierait-on, par exemple, l'encyclique *Populorum progressio* ou la Lettre *Octogesima adveniens,* ainsi que les directives de Jean-Paul II pour l'Amérique latine ?

C'est l'expression « doctrine sociale » qui fait peur, parce qu'on craint qu'elle ne recèle un système tout fait. Mais est-ce là sa signification nécessaire ? Absolument pas. L'Eglise ne l'a jamais interprétée dans ce sens. Pour s'en convaincre, il suffit de relire les grands textes que j'ai cités tout à l'heure. De quoi s'agit-il donc, dans la pensée sociale — ou « l'enseignement social », ou encore la « doctrine sociale » — de l'Eglise ? Ce sont des critiques et des propositions concernant la vie en société que le pape et les évêques nous adressent au nom d'une sagesse puisée, en définitive, dans la lumière de l'Evangile, ainsi que Paul VI l'a précisé dans la Lettre *Octo-*

7. *Préparer l'avenir de l'Eglise,* dans *L'Osservatore Romano,* éd. hebd. franç., 16 juin 1981, 10.

gesima adveniens (n° 4). Comme il le disait, dans son encyclique *Populorum progressio,* en citant Vatican II : « Experte en humanité, l'Eglise, sans prétendre aucunement s'immiscer dans la politique des Etats, ne vise qu'un seul but : continuer, sous l'impulsion de l'Esprit consolateur, l'œuvre même du Christ venu dans le monde pour rendre témoignage à la vérité, pour sauver, non pour condamner, pour servir, non pour être servi. » Comme il le disait encore dans la même encyclique : « Communiant aux meilleures aspirations des hommes et souffrant de les voir insatisfaites, elle désire les aider à atteindre leur plein épanouissement, et c'est pourquoi elle propose ce qu'elle possède en propre : une vision globale de l'homme et de l'humanité. »

Comment, vivant cette communion fraternelle, s'abstiendrait-elle d'une telle fonction à la fois critique et prospective concernant la vie en société ? Car telle est bien la visée de sa pensée sociale. Ce qu'il lui faut, c'est à la fois un sens évangélique très vif, une intense communion fraternelle avec tous ceux qui cherchent loyalement à promouvoir une société plus juste et plus fraternelle, une connaissance approfondie des problèmes, du courage et de la lucidité. Dans la mesure où ces conditions sont remplies, elle contribue effectivement au témoignage qui incombe à l'Eglise d'une charité à la mesure des besoins et des potentialités : pourvu qu'il ne soit pas contredit par le témoignage concret des chrétiens [8].

Aujourd'hui donc, à 90 ans de la publication de l'encyclique *Rerum novarum,* quels sont les problèmes majeurs que l'humanité est appelée à affronter et à résoudre positivement ?

Une brève énumération nous permettra de les saisir comme en un faisceau, afin qu'ils soient fortement présents à notre conscience d'hommes et de chrétiens responsables :

1. La *crise économique mondiale* avec ses composantes essentielles : le chômage et le sous-emploi au sein de la société industrielle, phénomène aux causes complexes, parmi lesquelles l'automation, fortement réductrice du temps de travail humain, est à prendre en compte bien plus qu'on ne le fait habituellement ; la misère des masses du tiers-monde, elle aussi aux causes complexes, parmi lesquelles il faut mettre en relief l'impérialisme économique des pays riches et l'augmentation galopante de la population des pays pauvres. L'indispensable prise de conscience de la limitation des ressources terrestres devrait porter à les utiliser bien plus judicieusement que ne l'a fait jusqu'ici la société industrielle.

8. Pour ce paragraphe, je renvoie à mon ouvrage, *L'amour qui change le monde.* Théologie de la charité. Paris, Ed. S.O.S., 1981.

2. La *crise des valeurs de référence* et dans le monde occidental et dans le monde communiste, qui fait qu'on ne sait plus quelle terre ferme trouver pour y construire sa vie ou qu'on s'enfonce dans la jouissance égoïste de la richesse et du confort. La terre humaine semble tourner trop vite. Les idéaux anciens semblent dépassés ou trop contredits par la réalité. Et comment s'orienter dans ce tourbillon des idées les plus contradictoires ?

3. La *dramatique confrontation Est-Ouest,* où s'engouffrent chaque année des centaines de milliards de dollars, à la recherche d'une vaine sécurité sans cesse remise en cause et qui risque, en fait, de nous entraîner vers l'épouvante de l'apocalypse nucléaire.

4. Le *drame du tiers-monde* : où des centaines de millions d'êtres humains vivent dans des conditions de sous-humanité.

Face à ces problèmes colossaux, quelle est la mission de l'Eglise ? Quelles leçons peut-elle tirer de la « relecture » de *Rerum novarum* ?

C'est *le comportement même de Léon XIII* qui reste exemplaire pour nous :

Son courage de saisir à bras-le-corps le problème le plus brûlant de la société industrielle de son temps : la condition ouvrière.

Son souci de l'étudier en profondeur : en écoutant très attentivement toutes les parties en cause, notamment les catholiques les plus ouverts, et en faisant appel aux meilleurs experts disponibles.

Sa conscience très vive que la mission de l'Eglise était à la fois de discernement critique et de prospective à la lumière de l'Evangile et qu'elle avait à se déclarer du côté des pauvres (les travailleurs), tout en restant ouverte à tous.

Sa volonté de prendre position avec le plus grande clarté et sur l'analyse de la société de son temps et sur les solutions à promouvoir.

Les « limites » mêmes de l'encyclique sont riches de leçons : en tant qu'elles sont le reflet des craintes, des préjugés et des analyses insuffisantes même de la part des éléments les plus ouverts et les plus dynamiques du catholicisme de l'époque. Un pape, un concile, un synode épiscopal n'agissent pas seuls. Malgré la transcendance qui tient à leur mission, ils sont pour une part essentielle le reflet de l'Eglise de leur temps : c'est-à-dire de l'ensemble de ses membres, avec les courants souvent contradictoires qui les marquent, les idéologies auxquelles ils se rattachent. C'est avec raison que les catholiques sociaux de l'époque de Léon XIII peuvent nous paraître insuffisamment lucides et trop timorés dans leurs propositions. Chrétiens vivant en ce moment de l'histoire qui est le nôtre, som-

mes-nous plus lucides et plus audacieux pour notre époque ? La critique n'est constructive que dans la mesure où elle met en cause notre propre responsabilité.

A partir de l'analyse que j'ai esquissée, il y a un instant, de la configuration actuelle de la « Question sociale » à l'échelle de l'humanité et de la prise en compte que je viens de proposer des leçons de *Rerum novarum,* quelle « pensée sociale » l'Eglise d'aujourd'hui est-elle donc appelée à formuler et quelle action de conscientisation lui incombe-t-il d'entreprendre, si elle veut être à la hauteur de sa mission ? C'est le peuple de Dieu tout entier qui est concerné.

De toute évidence, c'est, d'abord, une mission de *discernement critique* : par rapport à toutes les idéologies, notamment celles qui sont actuellement dominantes dans la société industrielle et qui pénètrent dans le tiers-monde : l'idéologie libérale et le socialisme de type marxiste-léniniste ; par rapport à la polarisation de la société industrielle sur la croissance économique et sur la consommation, au détriment du spirituel et de la qualité de la vie ; par rapport à la préoccupation excessive du court terme, qui porte au gaspillage des ressources terrestres, au détriment des générations futures ; par rapport au rétrécissement de l'horizon aux dimensions de la classe sociale, de la nation ou même des intérêts égoïstes de chacun ; par rapport au caractère insensé de l'actuelle course aux armements, etc.

Ce discernement critique qui nous incombe en Eglise, qu'il soit inspiré et soutenu, dans l'esprit même de la constitution conciliaire *Gaudium et spes,* par un amour profond des hommes nos frères, de ceux-là même dont nous sommes amenés à mettre en cause les idées et les comportements ! Aimons cette époque qui est la nôtre, ce monde dans lequel nous vivons, cette fraction de l'histoire qui est confiée à notre responsabilité ! Comme le demandait un jour le P. Teilhard de Chardin, soyons « en sympathie avec la crise présente de la Terre » ! Suivant la profonde remarque de sa *Note pour servir à l'évangélisation des temps nouveaux,* « Les grands convertisseurs d'hommes ont toujours été ceux en qui brûlait le plus intensément l'âme de leur temps. »

Dans l'axe où nous nous situons en ce moment de la pensée sociale de l'Eglise, sa *fonction prospective* peut être synthétisée comme *conscientisation et mobilisation des communautés chrétiennes et de l'humanité elle-même en vue de la prise en main responsable des grands problèmes contemporains : de la « Question sociale » aux dimensions de la planète.*

J'expliciterais volontiers cette visée à travers deux approximations.

Première approximation, en un langage humaniste : l'éveil à une conscience mondiale de solidarité. Suivant cet axiome si heureusement formulé dans un Rapport au Club de Rome : « Nous avons tous à nous éveiller à une conscience du monde telle que chacun s'y considère comme membre de la première communauté mondiale [9]. » L'Eglise serait-elle fidèle à l'esprit de l'Evangile, si elle ne collaborait pas généreusement à tout effort dans ce sens ?

Deuxième approximation, en un langage porteur de toute la densité de la foi chrétienne : la dynamisation de la marche en avant de l'humanité par l'épanouissement du sens de la fraternité et du partage. Les notations suivantes de François Perroux sont d'une exceptionnelle force de suggestion :

> Vers ce point d'aube se tournent les regards de ceux qui ont compris qu'il n'est point de progrès économique séparé, ni sans doute de charité pleinement responsable sans quelque attention accordée au progrès humain. Ils savent que dans son contenu le plus immédiat et son sens le plus profond, ce progrès dépend de la diffusion, au sein d'une espèce qui émerge à peine de l'animalité, de quelques nouveautés étonnantes : « Ton prochain est celui à l'égard de qui tu exerces la miséricorde », « Tu ne tueras point », « Qu'ils soient un ». Personne, au fond, ne doute que ces vérités ne soient celles du monde meilleur. Le progrès humain dépend du prodige ou du miracle par lequel elles ne seraient plus des histoires de l'autre monde [10].

Les directives sur le partage reviennent à l'honneur dans l'enseignement officiel des Eglises et dans la prédication et elles éveillent un vif écho chez un nombre non négligeable de chrétiens. Plus le monde devient solidaire en fait, en raison de l'enchevêtrement de plus en plus complexe des relations et des intérêts économiques, plus le développement du sens du partage devient essentiel pour la survie de l'humanité.

J'irai même plus loin sans la moindre hésitation : chrétiens, nous serions infidèles à l'Evangile, si nous ne nous efforcions pas de faire de plus en plus de *l'amour la dynamique axiale de l'histoire,* même au sein d'un monde profondément marqué par la violence. Il s'agit, pour reprendre une profonde remarque de Bergson, « de transformer radicalement l'humanité en commençant par donner l'exemple ». Suprême faiblesse de l'amour, qui ne peut s'imposer ni par la violence ni par décret. Seul un régime totalitaire peut réaliser facilement une sorte de « meilleur des mondes ». Mais l'homme y étouffe. L'amour n'agit que librement accueilli. On a pu assassiner un Gandhi, un Martin-Luther King, un Mgr Romero : comme, d'abord, Jésus-Christ. L'amour est sans défense contre la violence,

9. Dans M. MESAROVIC & E. PESTEL, *Stratégie pour demain,* Paris, Seuil, 1974, p. 71.
10. *Le Pain et la Parole* (cité *supra,* note 6), p. 114.

tant que le cœur du violent se ferme à son humble disponibilité. Mais il est seul libérateur et il lui arrive de remporter de magnifiques victoires, quand le violent, à son tour, renonce à sa violence et à son injustice.

Une telle problématique entraînera-t-elle nécessairement une uniformité de l'engagement « social » des chrétiens dans toutes ses particularités ? L'Eglise tient avec raison pour la légitimité de la pluralité des projets historiques, à la condition qu'ils visent concrètement la justice et la fraternité.

Faut-il nécessairement que les chrétiens se regroupent entre eux dans leurs engagements de société ? Ce qu'il faut en principe, c'est qu'ils s'efforcent le plus possible de collaborer avec tous les hommes de bonne volonté dans les regroupements et les entreprises historiques les plus vastes. Chrétiens, nous sommes hommes parmi les autres hommes, citoyens parmi les autres citoyens. Participons pleinement à la culture et au destin de notre milieu humain, suivant les admirables perspectives de l'*Epître à Diognète* : en tout, sauf le péché, pour reprendre une expression célèbre de l'*Epître aux Hébreux*. Un christianisme frileux, peureux, recroquevillé sur lui-même, n'a rien à voir avec l'esprit de l'Evangile. Comme saint Pierre au jour de la Pentecôte, dans ce temps et ce lieu qui sont les nôtres et devant ces hommes au milieu desquels nous vivons, nous avons à proclamer par toute notre vie la confession de foi fondamentale que Jésus crucifié est « Seigneur et Christ », qu'il est ressuscité, et que l'Evangile est libérateur pour l'humanité entière.

*

* *

En conclusion je voudrais revenir un instant sur la grande leçon qui se dégage de la « relecture » de *Rerum novarum* : la volonté de Léon XIII de mobiliser l'Eglise et tous les hommes de bonne volonté pour que change le monde, pour qu'il devienne plus juste et plus fraternel, dans le cadre de la société industrielle de son temps.

Nous avons vu que, désormais, dans un monde qui devient de plus en plus interdépendant, la « Question sociale » se posait à l'échelle de l'humanité entière. La justice et la fraternité ont maintenant des dimensions planétaires. C'est le monde entier qu'il faut contribuer à changer, pour qu'il soit plus juste et plus fraternel. Et cela dépend de l'action conjointe de chaque fraction d'humanité et de chaque être humain.

Comment l'Eglise — dont la mission est par essence universelle — ne serait-elle pas à l'aise avec une telle perspective ? Comment n'exulterait-elle pas de joie à la considérer et à travailler à sa concrétisation, elle qui a reçu la mission d'annoncer au monde entier l'Evangile de la fraternité dans le Dieu trinitaire ?

Ainsi que l'a proclamé le Message à l'Eglise et au monde du Symposium international de Toulouse (qui avait été conçu comme un prélude au récent Congrès eucharistique international de Lourdes),

> c'est un défi qu'avec d'autres nous voulons relever. Partout des hommes et des femmes, des groupes et des communautés agissent pour changer le monde. Au-delà de ceux qui meurent, victimes de la violence individuelle ou institutionnelle, il en est qui se lèvent et prennent des risques pour changer les situations d'injustice. Il y a ceux qui changent leur mode de vie, ceux qui sont prêts à perdre pour partager, ceux qui s'engagent pour transformer les mentalités et les comportements. Il y a les institutions que les hommes se donnent pour un partage solidaire... Ce partage ne peut se réaliser sans une coresponsabilité à l'échelle mondiale... Aussi, nous proclamons l'urgence d'un engagement pour un partage solidaire. Nous voulons travailler à ce projet avec tous : frères croyants des autres religions et hommes de justice, quelles que soient leurs appartenances. Comme chrétiens, nous rencontrons sur cette route l'Eucharistie, bonne Nouvelle d'un pain rompu pour un monde nouveau.

Comme Jean-Paul II l'a dit magnifiquement, dans le quartier pauvre de Tondo, pendant son voyage aux Philippines, l'Eglise

> prendra au sérieux l'appel des Béatitudes et sera l'Eglise des pauvres parce qu'elle doit faire ce que Jésus a fait et proclamer l'Evangile aux pauvres... Etre l'Eglise des pauvres signifie qu'elle parlera le langage des Béatitudes à tous les hommes, à tous les groupes ou professions, à toutes les idéologies, à tous les systèmes politiques et économique. Elle ne le fait ni pour servir des intérêts politiques, ni pour acquérir le pouvoir, ni pour donner prétexte à la violence, mais pour sauver l'homme dans son humanité et dans son destin surnaturel [11].

Comment chacun de nous n'éprouverait-il pas que son cœur se dilate, quand il s'insère de toutes ses forces dans ce grand courant transformateur de l'histoire ? Tous les papes depuis Léon XIII ont eu cette perspective universelle. Le concile Vatican II l'a vécue intensément, dans une ambiance de nouvelle Pentecôte. Certes, elle est exigeante. Ainsi que le remarque le P. Lambert, dans l'article déjà cité, « celui qui entreprend de passer des antibéatitudes aux Béatitudes doit d'abord traverser le désert. Celui qui passe d'un âge de l'Eglise à un autre doit lui aussi s'engager dans le désert ».

Toutefois, avons-nous à craindre ? Pouvons-nous encore être pessimistes ou timorés ? L'humanité, il est vrai, est affrontée — souvent par sa faute — à des difficultés colossales. Et le chemin de

11. Dans *Doc. Cath.*, n° 1804, 15 mars 1981, 265.

chacun de nous est parsemé de toute sorte d'obstacles. Mais ne savons-nous pas que le Ressuscité est avec nous « tous les jours jusqu'à la fin des temps » (*Mt 28, 20* [12] ?

F 31068 Toulouse Cedex
31, rue de la Fonderie

René COSTE
Professeur
à l'Institut Catholique de Toulouse

12. Ce texte était déjà rédigé au moment de la parution de l'encyclique *Laborem exercens*. Il m'a semblé préférable de le maintenir tel quel. En ce qui concerne cette encyclique, je me permets de renvoyer le lecteur à une étude détaillée que j'en ai donnée par ailleurs : *Le travail de l'homme. L'encyclique « Laborem exercens »*, dans *Esprit et Vie*, 21 & 28 janvier 1982, 33-46 ; 49-57.